



PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

*Service interministériel
d'animation des politiques publiques
Pôle environnement et transition énergétique*

ARRÊTÉ N° 41-2020-01-17-002

mettant en demeure la Société SUEZ RV OSIS OUEST de respecter les prescriptions réglementaires applicables aux installations de transit de déchets qu'elle exploite à VENDÔME

**Le préfet de Loir-et-Cher,
Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur,
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 27 mars 2019 portant nomination de M. Yves ROUSSET en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2006-160-5 du 9 juin 2006 autorisant la société VENDOMOISE D'ASSAINISSEMENT FOUCHER à exploiter une installation de transit de déchets industriels située 24 bis rue Gustave Eiffel à VENDÔME ;

Vu le récépissé préfectoral du 17 décembre 2013 actant le changement d'exploitant au profit de la société S.A. SANITRA FOURRIER ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 septembre 2015 relatif au rejet de substances dangereuses dans le milieu aquatique par la société SANITRA FOURRIER ;

Vu le courrier du 26 décembre 2017 reçu en préfecture le 5 janvier 2017, informant du changement de dénomination sociale de l'établissement, la société SANITRA FOURRIER étant devenue SUEZ RV OSIS OUEST au 01 juillet 2016 ;

Vu l'article 5 de l'arrêté du 15 septembre 2015 susmentionné ;

Vu les articles 5.1.6.2.12, 5.1.6.3.1 et 5.1.6.3.2 de l'arrêté du 9 juin 2006 susmentionné ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 27 novembre 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier du 9 décembre 2019 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 9 janvier 2020 ;

Considérant que lors de la visite du 21 octobre 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'exploitant n'a pas remis d'étude technico-économique dans le cadre de la surveillance pérenne RSDE (Recherche et Réduction des Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau) ;
- l'aire de déchargement et de chargement des résidus de curage n'est pas étanche (sol nu) et n'est pas sur rétention ;
- les fiches d'acceptation de déchets ne contiennent pas de façon systématique les renseignements sur la composition et les risques associés aux déchets ;
- les échantillons prélevés pour les lots de plus de 200 kg sont conservés trois mois, mais ils ne font l'objet d'aucune analyse d'identification (seul un test de pH est réalisé à la prise en charge des déchets chez le producteur, selon l'exploitant) ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux prescriptions de l'article 5 de l'arrêté du 15 septembre 2015 susmentionné et des articles 5.1.6.2.12, 5.1.6.3.1 et 5.1.6.3.2 de l'arrêté du 9 juin 2006 susmentionné ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SUEZ RV OSIS OUEST de respecter les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté du 15 septembre 2015 susmentionné et des articles 5.1.6.2.12, 5.1.6.3.1 et 5.1.6.3.2 de l'arrêté du 9 juin 2006 susmentionné, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

ARRETE

Article 1 – La société SUEZ RV OSIS OUEST, exploitant une installation de transit de déchets sise 24 bis rue Gustave Eiffel à VENDÔME, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2015 en remettant une étude technico-économique sur l'amélioration des rejets d'eaux pluviales.

Délai : 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – La société SUEZ RV OSIS OUEST, exploitant une installation de transit de déchets sise 24 bis rue Gustave Eiffel à VENDÔME, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5.1.6.2.12 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2006 en mettant sous rétention l'aire de chargement et de déchargement des résidus de curage.

Délai : 3 mois à compter de la notification du présent arrêté pour produire une commande, 6 mois à compter de la notification du présent arrêté pour réaliser les travaux.

Article 3 – La société SUEZ RV OSIS OUEST, exploitant une installation de transit de déchets sise 24 bis rue Gustave Eiffel à VENDÔME, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5.1.6.3.1 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2006 en indiquant les renseignements quantitatifs et qualitatifs (origine, composition chimique globale, opérations de traitement préalable éventuellement réalisées, risques inhérents aux déchets) sur les fiches d'acceptation de déchets entrants sur le site.

Délai : 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 – La société SUEZ RV OSIS OUEST, exploitant une installation de transit de déchets sise 24 bis rue Gustave Eiffel à VENDÔME, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5.1.6.3.2 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2006 en intégrant à la procédure préalable à la prise en charge des déchets la réalisation de tests d'identification pour tout lot homogène de plus de 200 kg et

en tenant à disposition de l'inspection des installations classées les documents ou informations concernant cette procédure.

Délai : 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 – Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 4 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement. L'autorité administrative compétente peut procéder à la publication de l'acte arrêtant ces sanctions, sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans.

Article 6 – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Orléans, 28 Rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS CÉDEX, par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 – Le présent arrêté sera notifié à la société SUEZ RV OSIS OUEST. Il sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher et publié sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher.

Copie en sera adressée à :

- Madame la sous-préfète de VENDÔME,
- Monsieur le maire de VENDÔME,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire.

Article 8 – Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, Madame la sous-préfète de VENDÔME, Monsieur le Maire de VENDÔME, Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le 17 JAN. 2020

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Romain DELMON